

*Initiatives ministérielles*

Le 29 novembre, la Chambre a adopté une autre motion appuyant «les Nations Unies dans leurs efforts visant à assurer le respect de la résolution 660 et des résolutions subséquentes du Conseil de sécurité», notamment la résolution 678, coparrainée par le Canada et adoptée le même jour aux Nations Unies. La résolution 678 accorde à Saddam Hussein «une dernière chance» de se plier à la volonté de la communauté mondiale, telle qu'exprimée dans les résolutions successives de l'ONU. La «pause pour la paix» de 47 jours prévue dans cette résolution prend fin ce soir.

En ce moment même, monsieur le Président, des efforts sont déployés aux Nations Unies à l'égard d'une proposition qui contient des éléments semblables aux idées que le Canada avait suggérées la semaine dernière par écrit au secrétaire général des Nations Unies.

• (1130)

[Français]

Nous avons donné et nous allons continuer de donner toutes les chances à la diplomatie. Après l'échec de la rencontre entre le Secrétaire d'État américain M. Baker et le ministre irakien des Affaires étrangères M. Aziz la semaine dernière à Genève, le secrétaire général de l'ONU, M. Pérez de Cuellar, a effectué en fin de semaine une deuxième visite au Moyen-Orient dans le but de dénouer l'impasse. Une fois de plus, Saddam Hussein a rejeté de façon cavalière son exhortation à quitter le Koweït. M. Pérez de Cuellar a dit à la presse hier qu'il n'avait perçu «aucun motif réel d'entretenir quelque espoir». Il a rapporté effectivement, monsieur le Président, que Saddam Hussein «n'avait jamais mentionné qu'il était prêt à se retirer du Koweït». Personne ne peut plus désormais douter du mépris qu'a Saddam Hussein pour l'opinion internationale, le droit international et la morale la plus élémentaire.

[Traduction]

La résolution 678 autorise les États membres à employer tous les moyens nécessaires pour faire respecter et appliquer les résolutions de l'ONU ayant trait à cette crise et pour rétablir la paix ainsi que la sécurité internationales dans la région.

La résolution 678, qui a été approuvée par la Chambre le 29 novembre, demande en outre à tous les États, y compris le Canada, d'apporter l'«appui voulu» à toutes les actions entreprises pour atteindre cet objectif.

Il appartient à Saddam Hussein de choisir entre la paix et la guerre, comme ce fut le cas pendant les cinq derniers mois et demi, mais le temps commence à lui faire défaut.

Indépendamment de la façon dont ils ont voté le 29 novembre dernier, les députés des deux côtés de la Chambre espéraient alors que l'engagement des hostilités ne serait pas nécessaire.

Mais nous comprenions alors tous très bien qu'il deviendrait peut-être nécessaire d'imposer à Saddam Hussein l'ultime sanction, le recours à la force militaire, s'il ne retirait pas ses forces du Koweït.

L'ONU a menacé Saddam Hussein de recourir à la force afin de le convaincre de sa détermination à lui faire évacuer le Koweït. Ce n'était pas une menace gratuite.

La question qui se pose aux Canadiens maintenant est simple: quelle sera la position du Canada si Saddam Hussein ne se retire pas pacifiquement du Koweït et si le recours à la force devient nécessaire? Allons-nous continuer d'appuyer la coalition internationale ou allons-nous nous retirer de la scène et espérer que d'autres feront respecter la règle de droit sur la scène internationale?

Il y a des divergences d'opinion très importantes et compréhensibles sur cette question internationale cruciale qui a des répercussions de toutes sortes. Elle a aujourd'hui des répercussions incalculables sur la vie de nombreux Canadiens et de beaucoup d'autres gens partout dans le monde.

Je comprends et je respecte les opinions de tous les députés qui doivent examiner une question aussi difficile et profondément troublante et trouver la meilleure solution possible en tenant compte à la fois de nos intérêts nationaux et de nos obligations internationales.

Le gouvernement du Canada et moi-même, en tant que premier ministre, avons longuement réfléchi à tous les aspects de ce problème tels que je les perçois. La politique de notre gouvernement est semblable à celles adoptées par les gouvernements précédents qui ont fait face à des problèmes du même genre.

Notre politique a été entièrement conçue de façon à parvenir à une solution pacifique. Cependant, si Saddam Hussein continue de faire fi de la volonté des Nations Unies, le Canada fera cause commune avec l'ONU dans les efforts pour l'expulser de force du Koweït.

Des voix: Bravo!